

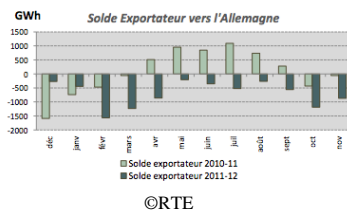
Electricité: la France n'est pas si compétitive que ça

PAR JADE LINDGAARD

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 20 DÉCEMBRE 2012

En novembre, la France a largement plus importé d'électricité d'Allemagne qu'elle n'en a exporté. Son solde déficitaire s'établit à 870 gigawattheures (GWh), soit presque l'équivalent de ce que peut produire un réacteur de la centrale de Fessenheim, révèle l'aperçu sur l'énergie électrique de Réseau de transport d'électricité (RTE), la filiale d'EDF qui gère le flux d'électricité sur le réseau.

Pourquoi s'intéresser aux échanges frontaliers franco-allemands, alors qu'au total, la balance commerciale électrique de novembre est largement plus exportatrice qu'importatrice ? Parce que depuis la décision de la chancelière Merkel d'arrêter huit réacteurs nucléaires, en mars 2011, beaucoup en France espéraient en tirer profit et vendre outre-Rhin les lucratifs électrons que ses tranches atomiques ne produiraient plus.



Ce fut vrai quelques mois, puis le rapport s'inversa dès octobre 2011. Depuis, chaque mois, Paris achète plus à Berlin qu'elle ne lui vend. Cela fait 14 mois que cela dure. Pour Hervé Mignon, directeur économie, prospective et transparence à **RTE**, plusieurs raisons expliquent ce déficit. D'abord, l'année 2012 est plus fraîche que 2011 – année la plus chaude depuis un siècle, ce qui augmente la consommation des ménages et du tertiaire français (chauffage et lumière). Surtout, l'Allemagne « a une moindre thermosensibilité que la France » pour son électricité, puisqu'on s'y chauffe davantage au gaz.

Mais c'est aussi parce que ses énergies renouvelables, essentiellement photovoltaïques et éoliennes, atteignent désormais des prix extrêmement compétitifs. En fonction du niveau d'ensoleillement et

de la force du vent, certains jours, à certaines heures, elles sont moins chères que l'électricité nucléaire française.

Or le marché européen de l'électricité est régi par le principe du « *merit order* », autrement dit de la préséance économique, qui consiste à faire appel aux unités de production en fonction de leurs coûts marginaux croissants. Concrètement, quand une demande d'achat est envoyée sur le marché, les premières unités de production appelées sont celles qui fabriquent de l'électricité dite « *fatale* », c'est-à-dire perdue si elle n'est pas utilisée à un instant donné (puisque l'électricité ne se stocke pas en grande quantité). Il s'agit de l'énergie d'origine hydraulique au fil de l'eau, éolienne et solaire, qui passe devant le nucléaire, lui-même précédant les centrales à charbon, gaz et fioul.

« *Le parc installé photovoltaïque allemand a progressé de 7,5 GW l'année dernière, décrit Hervé Mignon, c'est une dynamique importante. Si bien que, les jours de fort ensoleillement, quand l'ensemble de la production photovoltaïque est injecté sur le réseau, la quantité d'électricité produite outre-Rhin est largement supérieure aux besoins locaux. Elle est alors mise sur le marché européen à des prix très attractifs.* »

RTE n'est pas en mesure d'identifier les principaux acheteurs de cette énergie allemande. Mais tous les acteurs du marché de l'électricité en sont potentiellement consommateurs : GDF-Suez, Eon, Direct énergie, les traders, les industries... et même EDF. Concrètement, des consommateurs français se retrouvent, sans le savoir, à bénéficier à certains moments d'électricité allemande moins chère que l'hexagonale (alors que le prix du kWh à l'unité est plus cher pour les ménages allemands du fait de la structure tarifaire). Et ils s'en rendront d'autant moins compte que, mercredi, le ministère de l'écologie et de l'énergie a annoncé que le prix de l'électricité va augmenter de 2,5 % au 1^{er} janvier en raison de la hausse d'une taxe qui finance notamment les énergies renouvelables.

Tous les bouleversements du secteur énergétique sont susceptibles d'influencer le marché européen. Par exemple, selon RTE, la forte poussée du gaz de schiste aux États-Unis s'est traduite par une hausse des exportations américaines de charbon bon marché vers l'Europe. Ce qui contribue également à rabaisser le coût de l'électricité produite en Allemagne. Un phénomène accéléré par le faible niveau de la tonne

de CO2 sur le marché européen des quotas, qui n'est plus en mesure de pénaliser les sources thermiques classiques, très émettrices de dioxyde de carbone. « *Mais les flux évoluent toute la journée, ajoute Hervé Mignon, depuis dix ans, on constate une plus grande variabilité des flux dans les échanges transfrontaliers, la fréquence d'inversion quotidienne entre le statut d'importateur et d'exportateur est deux fois plus élevée qu'il y a dix ans.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.